

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix du Moyen-Orient

Problématique: Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération durable pérenne?

Auteur: International Crisis Group (ONG ICG)

L'International Crisis Group est une organisation indépendante qui vise à la création de politiques pouvant mener vers la paix mondiale et l'évitement de guerres. Nous soutenons des gouvernements inclusifs qui mènent leur population au développement. Cette organisation s'engage à communiquer avec tout le monde afin de prévenir, réduire et résoudre tout conflit. Il est important de souligner notre impartialité dans les négociations et notre indépendance à l'égard de tous les acteurs. Nous veillons ainsi à établir des relations directes avec tous les acteurs. C'est une garantie pour obtenir des informations fiables que nous souhaitons diffuser par la suite. Notre but est alors de concevoir des politiques de sortie de guerre et de prises en charge des victimes.

L'objectif de cette commission est de proposer des démarches d'action pour les membres de l'Union Européenne qui aideraient à la sortie des conflits du Moyen-Orient, notamment la Syrie, et d'ouvrir un programme pour une paix et coopération régionale durable.

Il y a déjà 10 ans que la Syrie est en guerre. Il s'agissait à l'origine d'un soulèvement populaire contre le régime de Bachar Al-Assad, qui s'est transformé en guerre civile, puis a pris une tournure confessionnelle pour passer finalement à l'échelle internationale. Le conflit a mené à une division du territoire en trois zones: une zone a été regagnée par le régime syrien et les forces militaires russes, une autre est dirigée par les forces démocratiques syriennes et la troisième zone par des groupes jihadistes. En plus des victimes (morts et blessés), ce conflit a eu aussi pour conséquences une émigration massive d'un tiers de la population, une corruption incessante et une économie ravagée. La Syrie est complètement détruite, ni le régime d' Al-Assad ni la Russie ne peuvent payer la reconstruction et l'UE ne veut pas la financer sans un changement de régime. Ce seront donc les civils qui devront payer le prix si on n'arrive pas à un accord. Il serait aussi envisageable de diversifier l'économie, aujourd'hui dépendante de la rente pétrolière et gazière. Parmi les autres questions déterminantes, nous devons évoquer le sort des migrants syriens, et les capacités d'accueil des États européens. Le principal objectif de cette commission sera donc de mettre en place un Agenda qui encadre les grands axes de coopération entre l'UE et le Moyen-Orient vers des solutions sociales, économiques, politiques et techniques afin d'atteindre une certaine solidarité et stabilité en Syrie.

Chaque dimension de la guerre, qu'elle soit régionale, nationale ou internationale devrait avoir sa propre solution dans un cadre global. Il n'est pas question de généraliser des mesures prises dans une circonstance donnée; cela pourrait aggraver le conflit en soi, de même que les relations diplomatiques et la situation des civils. De plus, les acteurs étrangers qui ont participé à la guerre en Syrie, devraient reconnaître qu'ils se sont souvent précipités du fait d'attentes irréalistes auprès des autres acteurs.

ICG soutient une approche compréhensive et réaliste pour une éradication durable de la violence et un accord politique. Grâce à notre indépendance, notre expérience et nos contacts sur le terrain, nous disposons d'informations directes, essentielles à la résolution du conflit.

Finalement, notre organisation veut corriger des discours très répandus par les médias et les gouvernements, qui mettent en avant les questions de flux migratoires et de jihadisme, or ces questions sont plus les symptômes des problèmes que des causes.

Sans la reconstruction du pays, la résolution du problème des migrations massives, celle du conflit en soi et le bien-être des civils selon les droits humains ne sont pas viables. L'Europe devrait donc s'engager à soutenir des projets de reconstruction à petite échelle, sans ingérence du régime syrien. D'autres solutions seraient de parier sur un allègement progressif des sanctions, une normalisation graduelle des relations entre les acteurs syriens et l'UE, et une augmentation, également progressive, du budget de reconstruction. En contrepartie, le régime syrien s'engagerait à mener des réformes et à arrêter toute mesure officielle de répression et de discrimination.

Nous conseillons l'engagement de l'Europe dans la reconstruction de la Syrie et la mise en place d'un dialogue entre le régime et l'UE. International Crisis Group est disposée à s'engager directement avec tous les acteurs du conflit, nous sommes sûrs que nos contacts et notre expérience seront très utiles. De plus, notre indépendance vis-à-vis de tout pouvoir politique nous permettrait d'aider dans les négociations comme un tiers impartial pour proposer des solutions effectives et viables. Enfin, nous travaillerons pour le bien-être des civils syriens et le respect des droits humains en considérant les capacités et conditions des acteurs impliqués.